

# Les cahiers de doléances

du « Grand débat » après le mouvement des « Gilets jaunes »

**CANTON DES  
BASSES PLAINES DE L'AUDE**



**Le présent document est publié sous licence  
Creative Commons CC-BY-NC-SA**

Il peut être librement utilisé, à la condition de l'attribuer au Comité Economique, Social et Environnemental (CESE) de l'Aude en citant son nom. Cela ne signifie pas que le CESE est en accord avec l'utilisation qui en est faite.

La reproduction, la diffusion, la modification sont autorisées, tant que l'utilisation n'est pas commerciale.

Les modifications éventuelles sont soumises à l'obligation d'être proposées au public avec les mêmes libertés que l'original, c'est-à-dire sous les mêmes options Creative Commons.

*Le Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude  
adresse ses plus vifs remerciements à la Directrice et au  
personnel des Archives Départementales de l'Aude,  
qui ont rendu ces travaux possibles.*



## Une démarche volontariste et démocratique du CESE

---

Le conseil économique, social et environnemental (CESE) est une instance consultative représentative des corps intermédiaires qui existe au niveau national et obligatoirement dans toutes les régions.

L'Aude est un des rares départements à avoir mis en place une telle structure. Notre CESE départemental est amené à donner son avis sur les politiques et les schémas départementaux, ou sur les grandes orientations budgétaires. Il peut aussi s'autosaisir de toute question qui lui semble pertinente pour y réfléchir. Et, en mobilisant l'expertise des citoyens qui le composent par l'intelligence collective et non partisane, il peut éclairer le Conseil départemental.

C'est dans ce cadre que le CESE de l'Aude s'est intéressé aux cahiers de doléances. Nulle part ailleurs en France une démarche d'une telle ampleur n'a été entreprise. Tout au plus quelques chercheurs ont-ils tenté une approche partielle, réservant les résultats de leurs recherches scientifiques au milieu universitaire. L'originalité de notre démarche est qu'elle est profondément démocratique et citoyenne, qu'elle s'inscrit dans le cadre d'un département tout entier et qu'elle pourrait permettre de faire entendre les citoyens, y compris en leur redonnant la parole sur des questions qui restent largement d'actualité.

Il nous a fallu patienter des mois pour obtenir l'autorisation d'accéder aux archives, avec l'engagement d'anonymiser les documents. Cela nous permet aujourd'hui de publier ces cahiers de doléances pour les rendre accessibles à tous.

Après plusieurs semaines de lectures et de travail d'analyse, le CESE a produit la courte synthèse ci-dessous. Elle ne constitue en aucun cas un résumé qui dispenserait de lire les cahiers. Un tel résumé aurait été partiel et de parti pris. Notre synthèse vise à éclairer le contenu des cahiers pour donner envie d'aller plus loin par la lecture directe.

Car seule cette confrontation avec le document brut permet de saisir les souffrances, les colères mais aussi les espérances, permet d'entendre comment des citoyens ordinaires s'adressent non seulement aux autorités de ce pays, mais encore à nous tous et permet de comprendre que ces mots écrits appellent des réponses.

## Des cahiers de doléances, et après ? Le propos du CESE

---

A la fin de l'année 2018 et au début de 2019, pendant la période très tendue du mouvement des « Gilets Jaunes », le Président de la République a évoqué un « Grand Débat » national. Il s'est engagé personnellement dans de longues réunions semi-publiques très médiatisées ; une consultation par voie numérique a été organisée, conclue par une analyse statistique, sans suite connue.

En même temps, dans de très nombreuses communes, à l'initiative des Maires, des cahiers ont été mis à la disposition des citoyens pour recueillir leurs contributions. Ils sont aussitôt devenus, référence à 1789, des « Cahiers de Doléances ». Ils ont été remis en Préfecture, transmis à la Grande Bibliothèque de France, numérisés puis, sans débat, sans considération pour leurs rédactrices et rédacteurs, versés aux Archives Départementales. Ils ont ainsi été soumis à la réglementation ordinaire des Archives en France, qui, lorsqu'elles contiennent des noms ou des éléments d'identification personnelle, ne sont accessibles qu'au bout de cinquante ans.

Au Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude, nous avons voulu sortir les Cahiers audois, remplis par plus de deux mille personnes dans quatre-vingt-quinze communes, de l'oubli dans lequel ils avaient été relégués. Nous les avons donc, par dérogation obtenue, « anonymisés » pour respecter la réglementation, en coupant ou masquant les données personnelles, et regroupés par cantons.

Pour, en premier lieu, donner la possibilité à tous d'en prendre connaissance.

Cette publication nous permet à toutes et à tous par, pourrait-on dire, politesse démocratique, de savoir ce qui a été évoqué dans notre commune, dans celle du canton et, pourquoi pas, ailleurs dans l'Aude. De notre environnement ou de nos mobilités à notre pouvoir d'achat ou à la réforme de la Constitution, la matière est fournie. Leur lecture a de quoi éveiller la curiosité de tous.

En second lieu, continuer le travail.

La nature d'un débat, c'est l'échange. Certes, ce « Grand débat » a pour le moins tourné court à l'échelle nationale, mais, comme il est dit dans ces Cahiers, Paris n'est pas la France !

L'échange est dès maintenant possible avec les élues et les élus du Conseil Départemental, pour ce qui relève de leurs missions. Et pour le reste, pourquoi ne pas reprendre le débat pour construire des projets communs ? Pour notre vie ici, dans nos communes, notre département. Voire pourquoi pas dans un cadre plus large !

## Les cahiers de doléances : porteurs de riches propositions

Les cahiers de doléances rédigés dans l'Aude (à l'image de ceux des autres départements) ont un contenu très diversifié. Les préoccupations sont pour certaines à court terme. Alors que d'autres inventent « le monde d'après ». Certains souhaits concernent le terrain local, les politiques publiques à mettre en œuvre dans la commune ou le département. Beaucoup d'autres (la majorité) s'inscrivent dans le contexte de la politique nationale, voire européenne. On peut néanmoins les regrouper en quatre thématiques majeures.

### **Les principes fondamentaux de la République sont au cœur de ces doléances**

L'attachement à la Liberté s'exprime de multiples manières. On s'interroge souvent sur l'efficacité de nos institutions, le coût de la démocratie, sur la représentativité et l'exemplarité de nos élus. Certains réfléchissent aussi à la nécessité de repenser nos institutions pour mettre fin à une forme de monarchie républicaine ou de tyrannie (mot plusieurs fois employé). Quelques-uns réfléchissent aussi au rôle et à l'utilité des corps intermédiaires. Beaucoup souhaitent une démocratie plus directe ou plus participative.

Beaucoup de contributeurs aux cahiers de doléances déplorent le « tout numérique » et la financiarisation excessive de la société.

### **Ils souhaitent une société plus fraternelle et plus humaine**

Dans les souhaits concrets pour améliorer la vie quotidienne on sent souvent la détresse ou la solitude de ceux qui s'expriment. Il est dit qu'il ne peut y avoir de paix sociale sans justice sociale. Il est écrit aussi que le respect des valeurs républicaines et de ceux qui les représentent (les agents publics) est essentiel. Parmi ces valeurs sont mentionnées notamment la solidarité, la laïcité, l'égalité. Certains ont voulu caricaturer le mouvement des Gilets jaunes en le réduisant parfois à un mouvement anti-immigrés. Certes, quelques cahiers expriment des préoccupations relatives au contrôle de l'immigration. Mais là n'est pas l'essentiel.

### **L'économie est au cœur des cahiers de doléances**

D'innombrables propositions sont faites pour améliorer le pouvoir d'achat des plus modestes (agriculteurs, retraités...). D'autres propositions, tout aussi nombreuses (et quelquefois contradictoires) touchent à la justice fiscale. Ces deux axes ont fondé le mouvement des Gilets jaunes. Cela reste aujourd'hui un sujet majeur de l'actualité, aucun des problèmes soulevés n'ayant été résolu.

### **La sensibilité aux questions environnementales est prégnante**

On ne peut donc pas réduire le mouvement des Gilets jaunes à une critique de la lourdeur des taxes sur l'essence ; même si certains craignent le côté « punitif » de la transition écologique. Les changements souhaités reposeraient sur un partage équitable des efforts entre « riches » et « pauvres », sur des incitations d'Etat au développement des énergies renouvelables, une meilleure gestion collective et solidaire de l'eau, voire sur une planification locale.

## Et maintenant ?

---

Le mouvement social de 2018-2019 a eu un écho considérable, car il était porteur de revendications au cœur des préoccupations de très nombreux citoyens. Il n'a pour l'instant pas reçu de réponse politique, puisqu'à la suite du grand débat et de la rédaction des cahiers de doléances dans de très nombreuses communes quasiment rien de concret n'a été entrepris.

Le stockage des cahiers de doléances dans les archives départementales ou nationales n'est ni satisfaisant, ni acceptable. Car les questions soulevées voici 5 ans restent d'une actualité brûlante.

C'est pourquoi le CESE de l'Aude a souhaité, par la publication de tous les cahiers de notre département, contribuer à faire entendre ces voix citoyennes pour nourrir le débat et les politiques publiques qui pourront en découler, aujourd'hui et demain.

# CAHIERS DE DOLÉANCES

## CANTON DES BASSES PLAINES DE L'AUDE

Ces documents ont été immédiatement versés aux Archives Nationales, et sont donc soumis aux règles de confidentialité propres aux archives de moins de cinquante ans : pour être publiés, ils ont été « anonymisés » par découpe quand c'était possible sans affecter le texte, ou par masquage. Pour compenser les pertes de lisibilité dues à la numérisation, ils ont pu être contrastés et agrandis. Ils n'ont pas subi d'autre modification et sont intégralement publiés ici.

# **Cahier citoyen**

« ARMISSAN » - « 11014 »

« 11110 »



Commune d'Armissan

Département de l'Aude.

CAHIER DE DOLEANCES

Décembre 2018

Le Jeudi 27 Décembre 2018

① "L'exemple n'est pas une des façons de diriger un peuple, c'est la seule."

Aussi, à titre d'exemple, et certes avec peu d'impacts économiques, faudrait-il diminuer de manière substantielle tous les salaires et avantages de :

- Monsieur le Président de la République
- Monsieur le 1<sup>er</sup> Ministre
- Mesdames et Messieurs les ministres
- Mesdames et Messieurs les Secétaires d'état
- Mesdames et Messieurs les députés
- Mesdames et Messieurs les sénateurs.
- ... / ...

② Au lieu de revendiquer dans la rue, de bloquer tous les citoyens, rendre légitimes nos gouvernants en :

- Rendant le vote obligatoire, en semaine, comme dans d'autres pays Européens, et prendre en compte le vote blanc.

Lundi 7 janvier 2019

Ric (Référendum d'initiatives ~~et~~ Crogenet)  
Revoir la justice car nous avons une  
justice à 2 vitesses (1 pour les riches  
une pour les pauvres)

Abolir tous les privilèges de tous  
les politiques sénat, députés ect.....

Retablier ISF

Augmenter le SMIC

Augmenter les petites retraites

Supprimer la CSG sur les retraites

Baisser la TVA pour les produits  
de 1<sup>re</sup> nécessité

Les Elus politiques content cher  
au pays. Nous sommes pour  
la Diminution de leur salaire  
et la Suppression de leurs  
privilèges et avantages.

Mes impôts ne doivent plus servir  
à faire de ces gens là des milliardaires  
au dépend du peuple.

Pour les fonctionnaire STOP au gel  
des salaires et des indices.

jeudi 10 janvier 2019

## Pouvoir d'achat :

SMIC à 1300€ net

Les salaires ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés à l'inflation.

Limiter l'écart des salaires dans l'entreprise

Augmentation des allocations handicapés

Retrait de la CSG sur les retraites

- Pour les fonctionnaires STOP au gel des salaires et des indices

Justice fiscale

Retablissement de l'ISF

CICE : 40 milliard pour financer le pouvoir d'achat

Impôt sur le revenu Davantage de tranche

Allez chercher les 80 milliards d'évasion fiscale.

Taxe sur le fuel maritime et le kérosène.

## Justice Démocratique

Referendum Initiative citoyenne

Referendum révocatoire pour les élus ayant failli à leurs engagements.

Reduire le train de vie du chef de l'Etat, des ministres, et des élus.

- Moins de députés, Sénateurs, ...

- Enlever tous les privilèges des anciens chefs d'Etat.

- Retablir les élections à la proportionnelle.

- Vote blanc reconnu mais de voter contre un . . .

## Justice Economique.

- L'électricité, l'eau, le gaz sont des besoins de première nécessité, Ils doivent revenir public.
- Protéger l'industrie française, interdire les délocalisations.
- Arrêter de vendre notre patrimoine
- L'autoroutes doivent revenir un bien public afin que les actionnaires aient de s'en mettre plein les poches.

## Justice Sociale

Limitation des loyers

+ de logement à loyers modérés (étudiants et les travailleurs précaires)

ZERO : SDF : URGENT

Rehate à 60 ans

Même système de sécurité sociale pour tous y compris artisans et auto entrepreneurs.

Redonner le goût du travail (repasser à 40 h par semaine, relever le nombre d'heures à l'école pour les enfants...)

Réintroduire les internats pour les jeunes en difficulté sociale

Réhabiliter certains métiers comme dame de compagnie, gouvernante pour assister les personnes vieillissantes chez elles

Permettre aux communes de bénéficier de travailleurs à taux très réduits (RSA, chômeurs...) pour des tâches de base.

Imposer aux vendeurs sur les sites internet d'avoir des procédures de résiliation par internet simples, et imposer un numéro de téléphone fixe sans frais pour résoudre les problèmes rencontrés.

Diminuer les aides aux médias du service public dès lors qu'il y a la publicité et qu'ils distribuent de manière éhontée de l'argent facile sur des questions d'un niveau intellectuel très bas !!!

Revoir toutes les subventions données par l'Etat en se recentrant sur ses missions régaliennes.

Redonner à la Justice ses lettres de noblesse (application des Lois de la République, l'intime conviction ne doit plus être celle d'un seul juge mais d'au minimum trois pris dans des juridictions différentes)

Accélérer les procédures notamment pour les délits, respecter le principe d'innocence et empêcher la parution dans la presse des affaires tant qu'elles n'ont pas été jugées

Revenir aux peines plancher et diffuser largement le barème à titre dissuasif

Utiliser le sursis à bon escient et une fois seulement...

Donner aux enseignants un objectif clair, savoir lire écrire, compter et se servir d'internet pour l'entrée en sixième. Rétablir le redoublement et les études obligatoires.

Trouver une solution pour retrouver la cohésion nationale (brassage des classes...)

#### **Chômage :**

**Eliminer et sanctionner lourdement les fraudeurs et tricheurs (comme pour toutes les aides de l'état, Sécurité Sociale).**

**Travailler à la relocalisation des emplois, (Même les chinois peuvent entendre que leur développement passe par la paix sociale en Europe.)**

## Doléances Mairie

Exonérer de TVA les communes ou pour éviter la paperasse, fixer un taux spécifique pour les dépenses d'investissement (4.5%). Cette mesure permet de supprimer des postes de fonctionnaires chargés de ces calculs et du reversement.

Permettre aux communes de – 3000 habitants de ne mettre sur les projets que 10% de fonds propres TTC et non 20% HT.

Ne pas obliger le niveau AVP pour l'obtention des subventions mais simplement une étude étayée éventuellement sur devis dont le montant estimatif serait le plafond.

Contrôler les accès aux aides publiques (situation régulière, droits réels...)

Limiter les aides aux émigrés pour ne pas faire appel d'air. Leur imposer une consommation d'au moins 80% sur le sol national pour éviter la fuite de devises vers les pays d'origine.

Limiter les plus hauts salaires en taxant normalement jusqu'à 10 fois les plus bas salaires et en frappant plus fort sur les salaires les plus hauts

Calculer la retraite sur les 6 derniers mois sauf s'il y a eu forte augmentation.

Transition écologique : arrêter les mesures yoyo (essence / diesel... ; arrêter le marketing écologique

Obliger à donner le coût global des opérations d'investissement en tenant compte de la déconstruction et du recyclage des matériaux

Interdire le recours sur les projets s'il n'y a pas un nombre significatif d'opposants dans une commune (25% minimum)

Ré-éduquer le citoyen sur les mécanismes démocratie représentative et combattre les idées reçues (résultat du 1<sup>er</sup> tour considéré comme résultat alors que le second tour donne une majorité absolue)

Prendre en compte les bulletins nuls au premier tour. Imposer le vote ou taxer les abstentionnistes.

Intégrer une dose de proportionnelle pour que les chambres représentent au mieux les diverses options (au-delà de 10% au premier tour – tout en gardant une majorité pour que le gouvernement soit stable)

Obliger tous les députés et sénateurs à être présents pour la discussion et le vote des budgets.

Adapter le RSA au coût réel des logements et panier de la ménagère

Imposer les déchets des grands groupes pour limiter la gabegie notamment alimentaire et vestimentaire.

Imposer les prix pour les denrées de base, laisser le superflu à la libre appréciation des industriels (fixer la liste des produits nécessaires et indispensables)

Réhabiliter le nucléaire civil (sécurité, bas carbone, propre, déchets recyclés et maîtrisés) pour conserver une électricité bas coût alors que les besoins augmentent (voiture élec ?...)

Simplifier la fiscalité avec deux taux un pour le nécessaire et l'autre pour le superflu (la musique, le cinéma, n'étant pas nécessaire...). L'accès à la culture pour les plus démunis doit être revu en redéfinissant ce qu'est la culture (pas vue côté média..)

Fiscalité écologique, taxer les gros pollueurs (aéronefs, navettes spatiales, cargos containers, etc..)

## **Sur l'immigration**

**"Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ?"**

Une immigration choisie.

**"En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?"**

Oui, en tenant compte de nos capacités à l'emploi.

**"Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?"**

**"Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'État et les religions de notre pays ?"**

En étant très sévères avec ceux qui ne respectent pas la laïcité.

**"Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?"**

## **Environnement et sécurité routière :**

**Retour aux 90 km/h :** Pour exemple à 80 km/h je suis en 5<sup>ème</sup>, à 90km/h je suis en 6<sup>ème</sup>. Moins de consommation moins de pollution. Sans compter qu'on n'avance pas, que le stress monte pour profiter de la première zone possible de dépassement. Pour la sécurité routière, contrôlez les permis de conduire, les assurances, les taux d'alcoolémie, l'absorption de drogues. Multipliez les radars feux rouges etc...

**Taxes sur les carburants :** Baisse des taxes. Il faut mettre les priorités dans l'ordre,

1 Favoriser le rajeunissement de la flotte de véhicules, permettre de passer d'un véhicule ancien à un plus récent. (En cours, à amplifier ?). Favoriser une transition douce.

2 Contraindre les fabricants automobiles à rendre plus « propre » leurs motorisations, même si des résultats énormes ont été obtenus. Inciter la recherche de nouvelles motorisations en tenant vraiment compte de l'impact environnemental.

3 Développer les transports en commun en investissant sur des véhicules propres, sur la qualité et la fréquence des dessertes, et en tenant bien compte que pour être efficace il faudra que les trains ou les bus soit suffisamment remplis.

4 Alors, quand vous aurez apporté toutes les solutions, vous pourrez augmenter les taxes sur les carburants fossiles.

**Favoriser les circuits courts** de toutes les marchandises, notamment des denrées alimentaires et taxer les circuits longs.

## **Pouvoir d'achat :**

**Retraités :**

Indexation immédiate des pensions sur le cout de la vie. La pension de retraite est un dû, pas une variable d'adaptation, le blocage des pensions est injuste et appauvri le retraité qui consommera moins. Bien sûr il est normal que chacun perçoive en rapport avec ses cotisations.

**Baisser drastiquement le train de vie de l'état.**

S'inspirer de pays comparables comme l'Allemagne, pour restructurer plus efficacement nos institutions.

Réduire le nombre des députés et sénateurs, annuler les dernières augmentations qu'ils se sont votées, imposer leur présence lors des débats, supprimer tous leurs privilèges,

**Baisser les prélèvements sur les salaires (employés et patrons)**

De façon conséquente, pas à la marge (compenser par une augmentation des prélèvements sur les revenus financiers, de la TVA ou autre impôt que tout le monde paie en consommant), cela augmenterait rapidement le pouvoir d'achat des gens qui travaillent et redonnerait de la surface financière à l'entreprise (en permettant des embauches).

**Agriculteurs :**

Ils doivent gagner leur vie avec les fruits de leur travail.

Organiser des filières ? (Ce n'est pas à la grande distribution d'imposer les prix.)

Encadrer les marges des distributeurs sur les denrées alimentaires si nécessaire.

## **Les questions d'E Macron.**

### **Sur les impôts**

**"Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ?"**

En baissant les prélèvements sur le travail, en élargissant l'assiette (notamment en taxant plus les revenus financiers), en augmentant le nombre de tranches de l'impôt sur le revenu, avec une progressivité régulière.

**"Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?"**

Mieux répartir l'impôt sur le revenu de façon progressive.

**"Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?"**

En réduisant drastiquement le train de vie de l'état, en supprimant les subventions à des associations et missions inutiles, on doit savoir (l'état lui-même) où va chaque centime, on supprime tous les privilèges, les revenus des politiques sont tous soumis à l'impôt comme pour les autres citoyens. Fin des retraites dorées des anciens présidents.

**"Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ?"**

Je serais plus favorable à une réorganisation plus efficace et économique, avec l'utilisation des moyens informatique.

**"À l'inverse, voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?"**

Créer des points de rencontre itinérants entre l'administration et le citoyen afin d'aider les personnes en difficulté, n'ayant pas internet, ...

**"Comment mieux organiser notre pacte social ?"**

Pas de réponse

**"Quels objectifs définir en priorité ?"**

Baisse du train de vie de l'état et des collectivités. Progression du pouvoir d'achat et de l'emploi.

### **Sur l'organisation de l'Etat et des collectivités publiques**

**"Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ?"**

*Oui, supprimons les départements.*

**"Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ?"**

Oui,

**"À quels niveaux et pour quels services ?"**

Suppression du conseil départemental. Les compétences des conseils départementaux pourraient passer aux régions.

**"Comment voudriez-vous que l'État soit organisé et comment peut-il améliorer son action ?"**

En se restructurant pour gagner en efficacité et en coût, en recentrant ses missions, en supprimant les doublons avec les collectivités.

**"Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ?"**

Oui, elle doit être au service de l'action politique, pas un frein.

**"Comment l'État et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté et que proposez-vous ?"**

Il faut qu'ils se partagent bien les missions, peut-être avec des synergies.

### **Sur la transition écologique**

**"Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt, par les taxes et qui doit être concerné en priorité ?"**

Primes ou dégrèvement sur l'impôt sur le revenu.

**"Comment rend-on les solutions concrètes accessibles à tous, par exemple pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture ?"**

Primes ou dégrèvement sur l'impôt sur le revenu.

**"Quelles sont les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier ?"**

?

**"Quelles sont les solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ?"**

?

**"Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ?"**

**Sur la biodiversité**

?

**"Comment devons-nous garantir scientifiquement les choix que nous devons faire à cet égard ?"**

?

**"Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et international pour que nos agriculteurs et nos industriels ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers ?"**

?

### **Sur la démocratie et la citoyenneté**

**"Faut-il reconnaître le vote blanc ?"**

Oui

**"Faut-il rendre le vote obligatoire ?"**

Oui

**"Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives pour une représentation plus juste de tous les projets politiques ?"**

?

**"Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ?"**

Oui, avec obligation de présence.

**"Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil Économique, Social et Environnemental, doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?"**

?

**"Faut-il les transformer et comment ?"**

?

**"Quelles évolutions souhaitez-vous pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ?"**

Référendum citoyen

**"Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, par exemple tirés au sort, à la décision publique ?"**

Oui

**"Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ?"**

Oui, l'état, les collectivités et les citoyens peuvent en avoir l'initiative.

- Reconnaissance du vote blanc
- Impôt sur le capital financier : totalement injuste de payer l'impôt foncier et rien sur les placements
- Imposition des GAFAM
- Plus de financement pour l'énergie renouvelable, développement de l'éolien, fermeture des ~~centrales~~ centrales nucléaires, aide à une agriculture propre
- Arrêt des pesticides
- Maintien des retraites indexées sur le coût de la vie
- Maintien intégral de la pension de réversion
- Réduction du parlement de moitié (senateurs et députés)
- Suppression du binôme dans les conseils départementaux (des binômes ont entraîné une explosion des dépenses)
- Vote des résidents étrangers aux municipales
- Obtention des permis de construire sous réserve d'intégrer au moins une énergie renouvelable (chauffe eau solaire, réservoir d'eau panneau photovoltaïque...)
- Retour de la taxe d'habitation pour le financement des services ~~et~~ publics
- Développement du ferroutage
- Suppression des flash sales

**ARMISSAN**  
Retraitée 81 ans

### GRAND DEBAT NATIONAL

Je ne suis pas pour le R I C qui, d'abord serait difficile à définir, mais se substituerait à la représentation nationale.

par contre, il serait opportun de modifier cette représentation nationale...

1 tiers d'élus en moins ( députés et sénateurs)

réserver 1 quart, voir 1 cinquième de ceux à élire, pour les accorder par tirage au sort à la population civile

ceci pourrait satisfaire les " gilets jaunes" car l'assemblée ne serait pas réservée aux partis politiques

ces tirés au sort se rendraient compte que légiférer n'est pas si simple quand on doit avoir en tête l'intérêt général du pays et ses habitants de plus, ce serait incorporer des jeunes et des moins jeunes qui s'abstiennent de voter..ils seraient moins enclin à manifester dans la rue

il faudrait , pour que leurs indemnités leurs soient versées, exiger un minimum d'heures de présence ( lutte contre les travées vides des deux assemblées)

il serait inutile de financer 3 personnes à chaque élu si les deux assemblées avaient recruté des secrétaires et du personnel juridique pour en faire deux services distincts à disposition des élus

supprimer toutes les " commissions théodules" puisque leurs travaux ne sont jamais appliqués..

elles sont des annonces politiques à divers problèmes et coûtent aux citoyens

ces problèmes doivent être traités par la représation nationale sans surcoût financier

Armissan

le 29 janvier 2019

## Nos demandes à porter au Grand Débat

### Fiscalité :

- Demande de « la fin de l'austérité » chercher 80 milliards de Fraudes Fiscales
- Fin de la hausse des carburants
- Pas de prélèvement à la source
- Mise en place d'une taxe sur le fioul maritime et le kérosène
- Non à la CSG sur toutes les retraites

### Institutions et vie Politique :

- Demande la démission du Président actuel
- Trop de ministres, de députés, et d'agents d'Etat
- Tout Président élu aura droit au salaire médian. Le niveau de vie médian des Français stagne
- Leurs frais de transport doivent être surveillés et remboursés s'ils sont justifiés
- Fin des indemnités présidentielles à vie
- Retour au septennat car c'est ce dernier qui organiserait l'élection des députés 2 ans après, celle du Président, et permettrait d'envoyer au gouvernement un signal 'positif' ou 'négatif' au sujet de sa politique
- Autre mesure réclamée : l'entrée du référendum populaire dans la Constitution
- Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme de contrôle indépendant, où les gens pourront faire une proposition de loi. Celle-ci devra être discutée, complétée, amendée par l'Assemblée Nationale
- Qu'une réelle politique d'insertion soit mise en œuvre. Vivre en France implique de devenir Français et de s'adapter « cours de langue française, cours d'histoire de France et cours d'Instruction Civique. » Que les déboutés du Droit d'Asile soient reconduits dans leur pays

### Retraite et travail :

- Pas de retraite en dessous de 1200€ net. Que la retraite du privé soit égale à la retraite du public
- Les salaires de tous les français, ainsi que les retraites doivent être indexés sur l'inflation
- Le smic net porté à 1300€ par mois
- Même système de sécurité sociale pour tous, y compris artisans et entrepreneurs
- Suppression de la CMU

### Europe Mondialisation :

- Protéger l'industrie Française : Interdire les délocalisations
- Protéger notre industrie et les travailleurs de l'hexagone de la concurrence mondiale, c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois
- Fin du CICE. Utilisation de cet argent pour le lancement d'une industrie Française de la voiture à hydrogène « qui est véritablement écologique, contrairement à la voiture électrique »
- Dénoncer et annuler la signature du pacte de Marrakech

### Territoire et vie quotidienne :

- Classe de 25 élèves maxi, de la maternelle à la terminale
- Conserver et remettre en fonctionnement : certaines petites lignes de chemin de fer, les bureaux de poste, les écoles et maternités
- Moyens conséquents accordés à la justice, la police, la gendarmerie, l'armée.
- Baisse des prix du gaz et électricité.
- Favoriser les petits commerces de villages et centre ville. Création de parkings gratuits en centre ville.
- Cesser la construction des grosses zones commerciales qui tuent les petits commerces
- Interdiction de vendre les biens appartenant à la France « aéroports, musées, barrages etc... »
- Apporter du bien-être et de la considération à nos personnes âgées
- Favoriser le transport de marchandises par voie ferrée

## Nos doléances à porter au grand débat

**Axes principaux : Chef d'Etat-Gouvernement, Politique, Travail, Dépenses publiques, Etat, Vie, Ecologie,**

En préalable à toute autre,

**Destitution ou démission de M. MACRON, compte tenu de sa politique générale, de son comportement personnel, et de son arrogance en vers le peuple français :**

**Sa politique générale nous a menés dans l'état de confusion général où nous nous trouvons aujourd'hui, avec son obstination à mener des réformes refusées par la majorité des français.**

Son comportement personnel, indigne d'un Président de la République, entre autre :

**Les Drag Queens et LGBT sur le perron de l'Elysée à la fête de la musique 2018 !**

**Fin septembre les Selfies à st Martin avec 2 délinquants...doigt d'honneur et pantalon baissé !**

**Novembre, dance Arabe avec sa compagne à un mariage musulman !**

**L'affaire BENALA.**

**Dès son arrivé, l'éviction du Général Pierre de VILLIER Chef d'Etat Major des Armées. (Je ne suis pas et n'ai jamais été militaire de carrière) mais je ne peux accepter cela, de la part d'un tout jeune président, apprenti en la matière.**

**Dissolution de son gouvernement.** Celui-ci a montré son mépris envers le peuple français son incapacité à faire les bonnes réformes, et sa volonté à poursuivre, il ne consentira jamais à suivre nos doléances ! Cette consultation est une diversion pour 'calmer la colère', mais aucun changement de politique n'est à attendre de ce gouvernement !

**Politique nous demandons:**

**Pour les retraites : l'abrogation des 1.7% de CSG (appliqués au 01/01/2018) sur TOUTES les retraites de base et complémentaires, quelque soit leur montant. Nous avons beaucoup cotisé pour cela ! Avec le remboursement rétroactif au 01/01/2018**

**Appliquer la hausse de 1.6% comme prévue, sur toutes les retraites, avec rétroactivité au 01/01/2019 (et non 0.3%)**

**L'institution d'une retraite minimale de 1200€ net par mois**

**Diminuer l'imposition. On en peut plus !! Avec 48.4% du PIB, nous sommes les premiers du classement mondial**

**L'annulation du prélèvement à la source et le retour au paiement précédent de l'impôt sur le revenu**

**Revenir à la taxe d'habitation, payable par tout le monde ou presque comme avant, Personne n'a demandé sa suppression**

**Redéfinir les règles Européennes. C'est urgent, cette Europe là ne fonctionne pas !**

**Travail**

**Pénaliser très fortement, voire interdire, toute délocalisation, afin de protéger nos industries et nos emplois.**

**Porter le smic à 1300€ mensuel**

**Dépenses publiques. Avant d'inventer des taxes, il faut réduire ses dépenses, c'est l'argent du contribuable !**

**Diminuer, principalement les dépenses de l'Etat, 'fastes Présidentiel et de sa compagne', le nombre de ministres et de collaborateurs, le nombre de députés et les salaires de ces fameux 1132 agents de l'Assemblée Nationale payés entre 6400€ net/mois pour la distribution du courrier ou la recharge de ramettes de papiers dans les photocopieurs ! et 18700€ net/mois pour les plus hauts échelons !!**

**Dans le budget général d'Etat le poste dépenses de personnel est de 39.3%. Ahurissant !**

**La fin des indemnités et avantages Présidentiels à vie**

**Suivre les conseils de la Cour des Comptes**

**Supprimer les dons d'état, à 90% des associations qui ne servent à rien.**

Suivant une étude du CNRS de 2011, quelques 550 000 associations en France ont reçu de l'Etat, des collectivités locales et d'autres structures publiques, **42 milliards d'euros**, soit la moitié du budget de l'Etat.

**Réduire ou supprimer les dons annuels de l'Etat à la presse écrite (selon la cour des comptes, en 2017 entre 580 millions d'euros et 1.8 milliards d'euros !!)**

**Etat**

**Revenir au septennat**

**L'entrée d'un référendum populaire dans la constitution**

**Revoir l'organigramme de la justice et son impartialité qui doit être totale.** Il est inacceptable de savoir qu'une « frange » de celle-ci porte très clairement son identité gauchiste en affichant impunément le mur des cons

**Recadrer les pouvoirs des « fonctionnaires » de Bercy sur nos gouvernements. La décision appartient aux dirigeants de l'Etat et en l'occurrence au ministre de l'Economie et des Finances et non à Bercy !**

**Vie**

**Respect et protection : de notre identité, de nos valeurs, de notre culture**

**Emigration zéro ! L'accueil de ces populations a un coût exorbitant.**

**Stopper l'effet d'aspirateur en supprimant toute aide à ces migrants qui ne viennent en France que pour les aides financières et avantages de tout ordre qui leurs sont offerts.**

Le coût mensuel d'aides à un migrant est très supérieur à la petite retraite d'un ouvrier ou d'un paysan qui a travaillé pendant plus de quarante ans ! **C'est insupportable.**

**Suppression de la CMU**

**Contre la mise en place de la GPA**

**Dénoncer et annuler la signature de la France sur le Pacte de Marrakech**

**Faire passer les intérêts de la France avant l'Europe et la mondialisation.**

**Autoroute, que l'Etat reprenne la main. Inverser le rapport de force actuel, favorable aux Sociétés Concessionnaires d'autoroute par une surveillance accrue de l'Etat sur la hausse des prix des péages (trop cher) et de l'entretien de ces autoroutes concédées.**

**Ecologie :**

**Suppression définitive des taxes sur les carburants de nos voitures. On nous ment !!**

Que pèse la France dans le cadre des émissions de CO2 ?

D'après l'Agence internationale de l'énergie, la France avec 0.9% d'émission de CO2, se situe au 19<sup>ème</sup> rang (Chine 28%, Etats-Unis 14.9%, Inde 6% etc etc.)

**Si l'on veut sauver la Planète, il faut œuvrer et agir de façon efficace, via l'Union Européenne (l'Allemagne est 6<sup>ème</sup> avec 2.3% d'émission de CO2) sur le plan mondial, à réduire de façon drastique les gaz à effets de serre, des transports maritimes (fioul), aériens (kérosène) et industriels et dans l'immédiat, taxer le fioul maritime, le kérosène, qui sont autrement polluants que nos petites voitures ! On n'a aucun recul sur la fiabilité de la voiture électrique, sur le recyclage des batteries. Il est totalement absurde et inconscient de vouloir imposer ce type de moteur. Comment fait-on pour s'alimenter en énergie dans la France rurale ? à l'étranger ? dans les régions de montagne en périodes hivernales, avec la neige, ce qui impose une puissance motrice appropriée, y a-t-il des 4x4 électriques !! EDF a déjà du mal à fournir lors des piques de froids, comment pourrait-il, en plus, fournir suffisamment d'énergie, si la majorité des véhicules étaient de motricité électrique. Invraisemblable.**

**Faire passer le maximum de poids lourds par le ferroviaire, moins de pollution, moins de dégradations et d'encombrement du réseau autoroutier et routier.**

**Etablir une taxe uniquement aux poids lourds étrangers qui circulent sur le réseau routier secondaire RN, route départementale etc...**



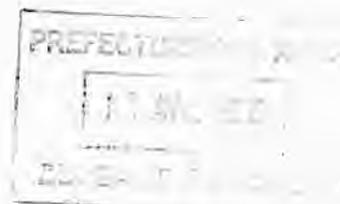
Le Maire

CUXAC-d'AUDE, le 4 avril 2019

PREFECTURE DE L'AUDE  
SERVICE DU COURRIER  
10 AVR. 2019  
11836 CARCASSONNE CEDEX

LE MAIRE de CUXAC d'AUDE  
à  
Monsieur LE PREFET  
PREFECTURE DE L'AUDE  
52, Rue Jean Bringer  
11855 CARCASSONNE CEDEX

Nos Réf. : 2019 / PG  
Objet : Registre des doléances



Monsieur Le Préfet,

J'ai l'honneur de vous transmettre le registre de doléances qui a été tenu à disposition à l'accueil de la Mairie.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie d'agréer, Monsieur Le Préfet, l'expression de mes respectueuses salutations.

Le Maire,  
Vice-Président de la Communauté d'Agglomération  
Le Grand Narbonne



  
Jacques POCIELLO

Démission du Gouvernement.

Délibération de l'Assemblée et vote au R.I.C. ~~PS~~

oui au RIC (référéndum initiative citoyenne) exclusivement réservé aux citoyens.

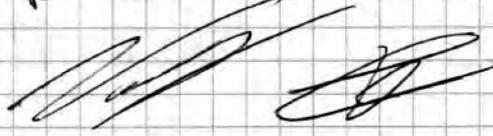
- \* RIC en toute Matière, cet article ne pourra être modifié que par référendum.
- \* Nombre de Signataires = 60000 Pour déclencher un référendum.
- \* L'adoption d'une loi votée par référendum sera une obligation et se fera sans conditions.
- \* le référendum ne dépendra aucunement du président de la République ni d'aucune instance comme le sens de l'Assemblée.
- \* suppression des avantages, réduction des Salaires de l'Assemblée et du Sénat.

Monsieur le Président de la République France  
 Peut t'on vivre avec 1100€ Par Mois avec Un Logis  
 de 600€ et un véhicule 175€ - 25€ fait le compte  
 ou est la liberté en France l'égalité Et l'entraide.  
 Sur tout tout ne va pas bien.  
 Donnons nous du Peuple SVT au goût de l'unité  
 tout descend de vivre

ce sera D'accord

## CURAC d'Aude

- destitution de Mr le Président de la République
- dissolution de l'Assemblée Nationale et du Sénat et fin des privilèges
- mise en place du RIC
- Baisse des charges et des taxes
- Indexation des salaires et retraites sur l'inflation
- Répartition des richesses
- Remise en place de l'IST



accroître la retraite et diminuer de façon

## CURAC d'Aude

Revenu fiscal plus juste par la déconcentration -  
Dissolution de l'Assemblée Nationale, si  
il y a des discussions sur plusieurs sujets  
politiques plus étirés pour certaines catégories  
de personnes.

Crise de richesses pour certains, et de misère  
pour d'autres.

Plus de justice au niveau national.  
Plus de contrôles au niveau fiscal, plus de  
personnes pour sans, parfois, ses œuvres  
qui puissent sauver l'indécence.

Beaucoup de choses à dire aujourd'hui, mais  
parfois, je n'ai pas le temps de remplir  
votre cahier. Merci à la famille de Curac

- Neten ISF
- DIMINUTION DES SALAIRES (ETATS ET SENAT etc - - - - -)
- Neten sous PREFECTURE et Sce  
COMMUN AU PEUPLE SANS INFORMATIQUE  
= REFERENDUM -
- SUPPRESSION TAXE HABITATION 2019
- SUPP DES TAXES
- Neten les DROITS DE SUCCESSION -
- SALAIRE SMIC revenir à la Haïtose
- NE PLUS VOIR DE SANS ABRI -
- Netrite Neufament CSG (RAPIDEMENT)
- HANDICAPÉS PLUS D'AIDÉS -
- POUR NOS ENFANTS ET PETITS ENFANTS  
le meilleur Avenir nous les 680€/MOIS
- Neten les MUTUELLES POUR LES RETRAITÉS  
etc - - - - -

DIMISSION DU GOUVERNEMENT ACTUEL

1/2019.

Résident Chemin. Mouchiras. Sud.

① Depuis les inondations de 1999 (inondations, détours) et désormais les voitures passent à grandes vitesses détériorent le chemin qui ne devrait s'appeler ainsi vu le nombre de véhicules qui passent. Donc chaussée en bordure démolie. trous, ornières. Les conducteurs ne veulent pas rouler en bordure et restent au milieu de la chaussée donc très dangereux. J'ai moi-même surpris à mes frz la bordure du chemin sur une dizaine de m<sup>2</sup>.

② S.V.P aussi mettre une poubelle à la hauteur des forêts.

16. 01. 2014.

Cuxac d'Aude.

- Qui au référendum d'initiative citoyenne National et local.

- En local - Mise en place d'un référendum (conforme condition) sur l'arrêt du Site AREVA MORANO/PADVESI

- Egalité des avantages.

# Referendum Initiative Citoyenne

- . Suppression des privilèges, cumuls de rémunérations des élus et parlementaires particulièrement pour nos ex présidents payés à vie
- . Maintien des contrats aidés permettant à une population de reprendre le pied à l'étrier, à condition que les entreprises ou Ets d'état n'en n'abusent pas afin de finaliser sur un contrat dit « normal »
- . Flexibilité entre le cumul de travail et aides sociales pour éviter le Black
- . Stopper les formations proposées par pôle emploi qui ne servent à rien, puisque pas d'emplois, si ce n'est que de faire baisser la courbe du chômage.
- . Accessibilité du vote présidentiel pour des étrangers européens résidant en France depuis plus de 10 ans
- . Revalorisation des retraites de **nos** artisans, commerçants, agriculteurs, et leurs **femmes** ainsi que la baisse des prix des complémentaires santé
- . Proportionnalité des charges et taxes infligées aux particuliers face aux entreprises et boursicoteurs
- . Garder l'identité, les particularités d'une région, d'un pays tout en respectant l'unité européenne sans avoir à subir les normes uniformes de Bruxelles
- . RECONNAISSANCE DU VOTE BLANC
- . Pour les jeunes de – de 30 ans : sentiments de ne pas avoir d'avenir et gros problèmes de soins concernant les dents et les yeux ainsi que le logement
- . GAFA : résistance face à l'impérialisme EU, sinon, je pense que nous sommes foutus
- . Continuons les efforts pour quitter le parc nucléaire en favorisant les énergies alternatives sans ponctionner le peuple (départ des gilets jaunes, entre autres !)

C. Münch 11590 Cuxac d'Aude le 25.01.2019



# CAHIER DE DOLÉANCES

THÈME : « DIVERS »



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

17/11/19

Tout faire pour diminuer la dette de l'État, en réduisant les émoluments des parlementaires, des membres du gouvernement et des hauts fonctionnaires.

Par exemple les 144.000 euros de Philippe Nicolas directeur du centre national de la chanson.

Remettre la limitation de vitesse à 90, faute de quoi les gens prendront l'habitude de dépasser les vitesses limites.

Virer le ministre de l'éducation nationale qui se permet de supprimer du programme les statistiques et les probabilités. Sans doute pour que la française des jeux rapporte plus à l'état et que les futurs citoyens comprennent le moins possible les questions économiques.

Que le Président cesse d'étaler son mépris pour les incorrigibles gaulois qui n'ont pas fait l'ENA.

Que ses ministres en particulier Mr Griveau, fassent de même.

Renforcer les moyens et augmenter les missions de la la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique

professeur de mathématiques retraite. 11110 Vincennes

11110 Vincennes

- Je souhaite la réindexation des retraites -
- j'aimerais que les excédents de gestion d'une entreprise puissent être portés sur un compte de report à nouveau et ne soient considérés comme bénéfices que lors de la distribution aux actionnaires -

11110 Vincennes

- Je souhaite la réindexation des Retraites
- la Borne des impôts et taxes :

- Réviser les retraites sur le coût de la vie réévalué
- Instaurer un dialogue citoyen qui respecte l'autre même si on ne partage pas les convictions.
- Donner des moyens complémentaires à nos forces de l'ordre ils sont notre protection
- l'élection des sénateurs ne doit plus être faite par les grands électeurs.
- Convaincre que l'on ne peut baisser les taxes et impôts et avoir plus à distribuer

L'Histoire ne s'écrit pas qu'à Paris mais aussi au cœur des territoires.

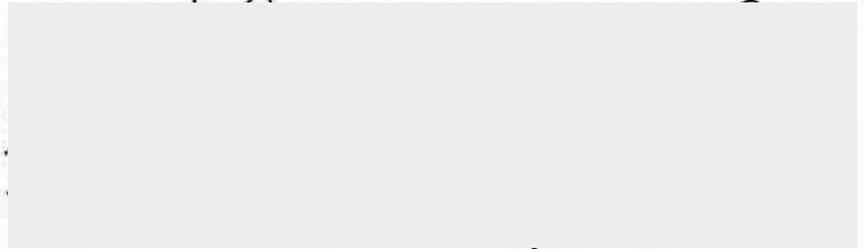
- Une exemplarité des élites et des gouvernants car si le peuple doit se serrer la ceinture eux aussi.

Ex: les privilèges et en particulier ceux attribués à leurs familles

- Supprimer l'entretien financier, abérant de nos anciens présidents.
- Diminuer le train de vie de l'Élysée
- Rétablissement de L.I.S.F
- Augmenter les salaires, toutes personnes qui se lèvent pour travailler doivent vivre et non survivre.
- Diminuer les charges patronales, tout cela dans le but de relancer le pouvoir d'achat qui permettrait de créer des emplois
- La mise en place de scrutin à la proportionnelle
- L'instauration du vote blanc.
- L'immigration incontrôlée qui engendre une perte d'identité et des dépenses sociales supplémentaires.
- On ne peut pas payer moins pour vouloir plus
- La chose essentielle à la période que nous vivons et que tous citoyens que nous sommes mérite la reconnaissance.

Que nos gouvernants élus méritent le respect

aujourd'hui main dans la main avec justice,  
transparence faisons briller nos couleurs. car la  
France doit rester ce pays libre, magnifique  
pour que les futures générations soient fières  
de nous.



Réduire le train de vie de l'état et revenir  
à une vraie république.

Abolir certains privilèges ; pour les "grands élus" et  
leur famille.

Suppression de la retraite à vie pour les  
anciens présidents.

Reinstaller une police de proximité.

Interdiction du fusil "flash-ball".

Nouvelle police ; nouvelle force de police au service  
du peuple sous le contrôle des élus.

Développons les hôpitaux publics et non privés !  
Renforçons la sécurité sociale socle de notre société !

EHPAD ; plus de personnel pour une meilleure prise  
en charge des résidents.

Instaurer le R.I.C. pour contrôler la finance -

Remise en place de I.S.F.

Plus de transparence dans la fiscalité (égale pour tous) -

Augmenter le SMIC et non diminution de la part sociale  
lutter contre l'évasion fiscale (socle de la république)

Fiscalité pour les grandes entreprises au niveau  
du prélèvement à la source (tous égaux)

Abolir la CSG pour les retraités, réinstaller les  
pensions de réversion,

Service Public: Réinstaller les emplois Aides = futur emploi

Renforcer les services publics (mairies, hôpitaux, écoles  
etc) plus de moyens et de personnels.

Objet de la fondation publique supprimer  
CSG supprimer pour les retraites

Retour de l'FFS

- Fiscalité: faut à revoir avec instauration d'une tranche supplémentaire à 50%
- Paiement de l'impôt sur tous même minime (50). C'est la base de la démocratie
- Redonner les moyens aux communes d'assumer leur rôle ne pas oublier qu'elles soutiennent les petites entreprises pour leur investissement.
- D'assumer que l'ISF revient à l'économie. De faciliter l'évitement fiscal.
- Obligation pour les titulaires du CAC 40 de déclarer leurs revenus en France
- Obligation pour les acteurs, acteurs de voir leur résidence fiscale en France

# FISCALITE

Trop forte pour les classes populaires =  
Chômeurs, Salariés, Retraités.

Taxes = Barbouants, factures = E-D-F - Eau ; sur les

Revenus = CSG = surtout retraités = 1,70% ;  
inacceptable : Cargement - la génération du Baby-Bon, serait  
des privilégiés, qu'elle hante de dire cela ! Ce sont eux qui  
ont oeuvrés pendant plus de 40 ans et cotisés, avec des salaires  
bas, et eux, nous, qui avons relégué le pays.

M<sup>r</sup> le Président, vous dites qu'il faut, qu'ils contribuent  
financièrement pour aider les salariés du moment ; puisque  
vous considérez que les actifs ne gagnent pas suffisamment, il y  
a une méthode simple et efficace = augmentez le SMIG, obligez  
les patrons à payer plus. Cela non ; vous n'êtes pas d'accord,  
bien sûr, c'est plus facile de créer des taxes, retenues, que  
d'obliger le patronat à payer, vous dites : l'emploi serait  
pénalisé ; faut-elle, il n'y a plus de créations dignes de ce  
nom, il n'y en aura plus, le progrès va trop vite, il est fait  
pour les classes très aisées (riches), les malins ; pour le fisc  
rapidement amassé et planqué ; évitons le fisc !

Impôts plus justes et plus efficaces.

Sur = Revenus, le foncier, la T<sup>x</sup>e d'habitation (amélioration),  
ouï) ces impôts et taxes doivent diminuer de moitié pour les  
revenus n'excédant pas 3000€ net/mois.

- Plus efficaces = Bertes ; taxa ~~les~~ plus les revenus du capital  
des grosses entreprises, ceux qui, comme vous le savez trichent.

l'Environnement fiscal ; qui la fait ? seulement pas les citoyens de la France  
d'en bas (Raffarin) ; ce sont ceux de la haute. Vous devez

ces connues :

- Paradis Fiscaux : Pourquoi existent-ils ?

Par qui sont-ils alimentés ?

L'argent qui vous manque, il est là, dans ces cavernes d'Alti-Baba des temps modernes; vous devez vous activer énergiquement au niveau Européen, changer tout ce système corrompu, qui saigne au goutte à goutte les pays de la planète et engendre et continuera d'engendrer des déséquilibres de tous ordres.

- Voilà, le principal, j'aurais bien d'autres choses, mais cela suffira pour le moment.

Bitajen, Kirissanais :

VINASSAN: 11110



— 1110 VINASSAN

### **Cotisations sociales sur les revenus du patrimoine :**

#### **Constat :**

De nombreux retraités aux pensions modestes ont fait l'effort d'acquérir ou de conserver un patrimoine foncier pour compléter la faiblesse de leur pouvoir d'achat avec des revenus fonciers . Or ces revenus supportent des cotisations sociales de 17,2 % quel que soit leur Revenu Fiscal de Référence. Ce prélèvement est sans commune mesure avec les charges frappant les revenus d'activité et de remplacement pour des montants identiques (entre 0% et 17,2 % au pire des cas). Ce qui pour des revenus modestes identiques constitue une injustice au niveau du pouvoir d'achat surtout pour des personnes qui n'ayant pas de retraite descente, ont été simplement prévoyantes.

#### **Proposition : Rapprocher ce prélèvement entre revenu d'activité et Revenu du patrimoine**

Appliquer aux Revenus sur le patrimoine notamment aux Revenus fonciers, **pour la CSG et le CRDS** aux taux de 10,4 %, une progressivité semblable à celle appliquée aux revenus d'activité avec des taux nul, réduit, intermédiaire ou plein et pour **les taxes annexes à la CSG au taux de 6,8%** (prélèvement social et prélèvement de solidarité) **qui n'existent pas pour les revenus d'activité**, un abattement conséquent.

La mise en place de cette proposition ne pose aucune difficulté puisque ces cotisations sociales sur les revenus fonciers sont calculées par l'administration chaque année à partir de la déclaration de revenus.

#### **Exemple :**

Soit un couple de retraités mariés percevant mensuellement 1000 € chacun, une retraite pour l'un un revenu foncier pour l'autre ; Leur revenu de référence étant de 22 000 € les cotisations sociales s'élèvent : pour la retraite à  $12000 \times 98.25 \% \times 4,3 \% = 507 \text{ €}$   
et pour le revenu foncier à  $12000 \times 17,2 \% = 2064 \text{ €}$

## **Poursuivre la réflexion : et dans les autres cahiers ?**

---

Voici un condensé des doléances et souhaits qui reviennent le plus souvent dans la plupart des cahiers.

### **a. Démocratie et liberté : repenser nos institutions**

Quelques critiques ou demandes reviennent fréquemment :

- Garantir la liberté de manifester ;
- Réduire le train de vie de l'Etat et mettre fin aux privilèges des élus et des anciens élus ;
- Pour renforcer la démocratie participative et pour un pouvoir plus proche des citoyens :
  - Inscrire dans la constitution la possibilité d'organiser des référendums d'initiative citoyenne (RIC),
  - Revoir le mille-feuille administratif, par exemple en supprimant les départements,
  - Mutualiser les moyens des communes en regroupant les plus petites ou en les intégrant à des intercommunalités choisies et non subies,
  - Renforcer le rôle des maires et les protéger mieux,
  - Sans que le mot de décentralisation soit explicitement nommé on souhaite des consultations citoyennes et des votations locales ou régionales.
- Les élus (députés et sénateurs principalement) seraient trop nombreux et coûteraient trop cher ;
- Diminuer l'influence des lobbys et des cabinets d'experts ;
- Mettre fin au cumul des mandats et fixer une limite au nombre de mandats successifs ;
- Sur le vote :
  - Introduire le scrutin proportionnel,
  - Revoir le calendrier électoral avec des législatives déconnectées des présidentielles,
  - Prendre en compte le vote blanc.

### **b. L'économie : avant tout la justice fiscale et le pouvoir d'achat**

Voilà ce que réclament d'abord et avant tout les contributeurs aux cahiers de doléances (ce qui révèle aussi leur positionnement social) :

- L'augmentation du pouvoir d'achat :
  - Par l'augmentation des petites retraites,
  - Par l'augmentation du SMIC et des salaires les plus faibles,
  - Ces mesures pourraient être financées par une réduction des écarts de revenus et une diminution des rémunérations les plus élevées,
  - La diminution amplifiée de la TVA sur tous les produits de première nécessité,
  - La diminution, voire la suppression de la CSG sur les retraites et pensions,
  - Une meilleure rémunération pour les productions de nos agriculteurs et viticulteurs.

- D'innombrables propositions, quelquefois contradictoires pour plus de justice et d'équité fiscale ; Certaines propositions sont mentionnées dans presque tous les cahiers :
  - Le rétablissement de l'ISF,
  - Une TVA accrue sur les produits de luxe,
  - La taxation des très grandes entreprises et, simultanément la réduction des charges pour les artisans et PME,
  - Lutter avec plus d'efficacité contre la fraude et l'évasion fiscale.
- Pour l'emploi :
  - Des lois pour interdire les délocalisations et préserver les emplois,
  - Rapprocher emplois et logements soit en rapprochant les zones d'activité des bassins de vie, soit en construisant des logements dans les zones d'activité péri-urbaines,
  - Un vrai respect des travailleurs et du travail par le refus de la précarisation et d'une « marchandisation » excessive du travail.
- A l'échelle locale on préconise des aides pour le maintien des commerces de proximité, le développement des circuits courts pour l'alimentaire, le passage accéléré à l'agriculture biologique et des aides à l'installation pour les jeunes agriculteurs.

Certains posent aussi des questions relatives à l'utilité de l'Union européenne ou encore sur le contrôle des dépenses publiques, mais sans forcément faire des propositions concrètes.

### **c. Pour une société plus fraternelle et plus humaine**

En ce domaine, des souhaits ou revendications reviennent souvent.

- Cela passe par plus d'écoute, de démocratie donc aussi en recréant des lieux de vie sociale. Cela passe aussi par le maintien des services publics (humains et non virtuels) notamment dans les zones rurales les plus éloignées (Corbières, Haute-Vallée par exemple) que ce soit par des maisons de services publics ou par la possibilité de services itinérants pour desservir tous les territoires ;
- Ceux qui se nomment eux-mêmes comme « France d'en bas » se sentent stigmatisés et/ou marginalisés. Ils revendiquent d'abord du respect, de la considération ;
- L'idée de contreparties aux aides sociales (RSA...) est évoquée notamment dans le cadre des travaux d'intérêt collectif au sein des communes ;
- L'aide au maintien voire à la création de petits commerces locaux, outils multifonctionnels du lien social et de l'aménagement du territoire ;
- Dans le domaine de la santé :
  - La lutte contre la désertification médicale est une revendication forte pour faciliter l'accès aux soins (y compris psychiatriques) et aux médicaments, ce qui pose aussi la question des déplacements,
  - L'amélioration des conditions de vie en EHPAD, notamment par un meilleur encadrement,
  - L'aide au maintien à domicile avec plus de considération, de meilleures rémunérations pour tous les services d'aide à la personne.

- Sur les mobilités, préoccupation transversale liée à l'économie, au cadre de vie et à la préservation de l'environnement :
  - Développer le réseau de pistes cyclables dans et autour des principales villes du département,
  - Améliorer les routes et rétablir le 90 Km/h,
  - Davantage de bornes de recharges pour les voitures électriques,
  - Mise en place de navettes ou de taxis collectifs dans les zones rurales les plus délaissées,
  - Développer les transports en commun dans les zones urbaines mais aussi dans les campagnes,
  - Développer le ferroutage pour réduire le nombre de camions sur nos autoroutes.
  
- Dans le domaine de la formation :
  - Plus de mixité sociale à l'école et des mesures pour favoriser l'égalité des chances,
  - En l'absence d'une vraie ville universitaire dans notre département et en raison des conditions sociales et géographiques particulières de notre département il est souhaité des aides spécifiques pour les jeunes qui souhaitent poursuivre leurs études universitaires.

#### **d. Une forte sensibilité aux questions environnementales**

Des préoccupations reviennent souvent.

- D'abord la nécessité d'intensifier et accélérer la lutte contre le dérèglement climatique :
  - En appliquant les lois déjà adoptées (Grenelle de l'environnement ...),
  - En tenant compte des recommandations du G.I.E.C. et en appliquant les recommandations adoptées lors des COP successives.
  
- Puis la préservation du vivant :
  - Par davantage de lois,
  - Par la limitation, voire l'interdiction du recours aux pesticides et autres herbicides,
  - Réduire les déchets,
  - Reboiser.
  
- Sur l'énergie :
  - Taxer les pollueurs,
  - Imposer aux transports aériens et maritimes les mêmes taxes sur les carburants que celles que l'on impose aux automobilistes, ce qui permettrait de financer la transition écologique et énergétique des catégories sociales les moins favorisées,
  - Réfléchir à l'impact des éoliennes.



**Cahier de doléances**  
pour transmission au  
Président de la République

Non reproduit: lettre du Président  
de la République



3

Le présent registre contenant 180 pages  
devant servir à la Mairie de Coursan  
25 Bis Avenue Frédéric Mistral 1110 COURSAN  
a été coté et paraphé de la première à la  
dernière page par nous, Edouard ROCHER,  
maire de la commune de Coursan.

Coursan, le 18 JAN. 2019





Monsieur le Président de la République, je vous exprime mes revendications de citoyen retraité.

- Suspension de la CSG sur la pension retraite.
- Revalorisation de la pension retraite selon l'indice du coût de la vie.
- Des pensions de retraite avec un minimum garanti décent.
- Plus de tranches d'imposition sur le revenu pour l'équité.
- A revoir au plus vite, trop de sénateurs et députés.
- A revoir leurs salaires et privilèges à la hausse et finir en âge de fin de mandat (65 ans).
- Les anciens présidents de la République, suppression de tous les avantages (voiture, secrétaire garde du corps, transports etc...)
- Les économies commencent par là, montrez l'exemple, Espérant que ces doléances soient prises en considération

Recommandations au N°1 de la République de la République :

- 1) Institution - revoir à la baisse le nombre de députés et sénateurs.
  - Dans les Régions et départements : 1 seul vice-président
  - Suppression des avantages exorbitants des ex-présidents de la République et des ex-premiers ministres.
- 2) Fiscalité
  - Recette à l'I.S.F.
  - Taxer les multinationales (numériques et autres) en fonction de leurs bénéfices en France.
  - ~~Plus~~ Davantage de sévérité sur la fuite des capitaux avec les paradis fiscaux
  - Une seule retraite pour les députés et sénateurs (et non le cumul des retraites).

3) Social -

- Suppression de la CSG pour les retraités.
- Augmentation des retraites et rattrapage des non-alignements depuis plusieurs années.
- Indexation des retraites avec les augmentations salariales.
- Augmentation significative de SMIC, permettant de vivre décemment.
- Imposer une limite financière au départ à retraite, et aux primes de départ pour les grands patrons dès lors qu'ils quittent leur fonction dans l'entreprise.

4) Santé -

- Suppression immédiate et totale des pesticides (glyphosate...).
- Embauche de personnels dans les hôpitaux et notamment aux urgences.



7

Donnem le Président de la République.

La France va très mal. Beaucoup de nos concitoyens sont laissés au bord de la route. Il est temps de réagir. C'est pour cela que je propose les décisions suivantes :

- Retenir des sources publiques au plus près du monde rural notamment dans les zones pour un accomplissement "humain" des démarches telles que le renouvellement des cartes d'identité, des cartes grises etc. . .

- Pour ceux qui n'ont pas internet et qui ne sont pas en mesure de l'utiliser, avoir la possibilité de toujours effectuer les diverses démarches par papier.

- En urgence, augmenter les salaires et les retraites et les indexer sur le coût de la vie.

- Mise en compte du vote blanc

- Opérer un dosage de proportionnelle dans toutes les élections.

- Taxation des GAFA et des grandes entreprises internationales exerçant leurs activités sur le territoire français.

- Il faut plus de justice fiscale, sociale et immédiatement.

- Favoriser et développer le ferroviaire pour développer la transition écologique et protéger notre planète.

- Quillage indispensable des moyens de transport collectif entre les centres urbains et les communes rurales.

- Réviser et mieux entretenir les ponts et les routes.

- Laisser le libre choix aux collectivités territoriales ayant la compétence de faire la police sur les routes en tenant compte des portions accidentogènes.

- Lutte forte contre les paradis fiscaux.

- Possibilité de recours au référendum d'initiative citoyenne

- Inciter à l'engagement citoyen notamment par la création d'un statut de l'élus.

Monsieur le Président, en tant que citoyen je souhaite vous déposer mes doléances qui sont relatives à la fiscalité

- Impôts sur le revenu

\* création d'une tranche supplémentaire pour les hauts revenus

\* faire participer tous les foyers à cet impôt même très modestement

\* ISF ou IFI

\* modification en incluant les biens tels que les bateaux, les œuvres d'art, voitures de collection, piscine de sport

\* faire des contrôles car beaucoup de foyers ne font pas de déclarations

\* Intensifier la lutte contre la fraude fiscale et saisir sous toutes ses formes / TVA, IRSAFF  
harcèlement au "yoïr"

Merci pour votre lecture



a

M'le Président c'est le citoyen qui souhaite  
vous déposer quelques doléances.

Pouvoir d'Achat:

- Augmentation du SMIC et des retraites
- Suppression de la CSG sur les retraites inférieures à 3000€
- Lutte contre la fraude fiscale et récupération de celle-ci au profit des services publics.
- Réduction des dépenses publiques, au profit de la justice sociale.
- Récupérer une TVA plus forte sur les produits de luxe - Gros VL - Bateaux - Parfums - Collection diverses de produits et œuvres d'arts - ceci afin d'améliorer la santé publique.
- Taxation des "multi-nationales" au profit des régions et départements

Merci pour votre lecture

Monsieur le Président en tant que Citoyen  
je souhaite vous déposer mes doléances.

### Fiscalité :

- Augmentation du nombre des tranches

- Justice sociale :

- Lutte contre l'évasion fiscale et fraude

fiscale

- Exilé fiscaux français travaillant en

France montant des impôts comme les résidents fiscaux français

- Taker les GAFA

- Lutte contre le travail au "Noir" et fraudes sociales.

- Conservation ISF à condition qu'elle soit utile aux développements des industries françaises

### Social

- Retraites augmenter les minimums des retraites lors de la réforme des retraites avec les différents régimes.

### Santé

- Conserver notre système de santé actuel

### Citoyenneté

- Rester en 5<sup>ème</sup> République avec un vote à la proportionnalité

- ou réviser les élections législatives à 4 ans au lieu de 5 ans.

- Diminuer le nombre d'élus et réviser le train de vie des élus et retraites avec ceuel de leur mandat. (Retraites trop élevées) ainsi que les privilèges des anciens Président de la République

Je vous remercie de prendre en considération toutes mes doléances en espérant qu'elles seront bien examinées



Monsieur le Président  
Je faisais l'A.C.S. depuis plusieurs années  
et tous les ans je dois reconstituer  
mon dossier, alors que ma situation  
ne change pas, ça devient un problème  
pour moi, et que ma grand mère  
qui percevait une aide sociale parce  
qu'elle n'y voyait pas, ne devait  
fournir chaque année un certificat  
de vie - c'était beaucoup plus simple  
et surtout plus logique -

Monsieur le Président.

Nous demandons à savoir.

R1 C (une 6<sup>e</sup> République)

le SMIC par rapport à l'inflation

les Retraites (idem)

Suppression de la CSG sur les Retraites

Baisse de la TVA sur les produits 1<sup>er</sup> nécessaires.

les niches fiscales supprimées.

les GAFA, les évadés fiscaux 80 Milliards.

l'impôt à la source pour les grandes entreprises, surtout celles  
du CAC 40.

Démocratisation des Autoroutes.

Mobilisation pour sauver les services publics de proximité.

Interdire les LBD 40.

Pour notre région Occitanie, produire plus d'électricité grâce  
à la mer et ne pas se contenter que deux sites Gruissan  
et la Nouvelle.

Briève les Gilets jaunes.

Monsieur le Président,

Je vous demande l'abrogation du Traité de Lisbonne sur la Loi des finances des États, ce qui entraînerait un effacement de la dette des États membre de l'UE.  
La mise en place du Référendum d'initiative Citoyen.

Suppression de la TVA sur les produits de nécessité  
L'obligation que tout un chacun puisse manger s'élever ce signifierait Droit fondamental du respect humain.

Remise à plat de la Constitution [Abrogation des contradictions et reprise du Droit inalienables de la constitution 1789 Le "Droit du Citoyen"]

Taxation des Entreprises qui ~~font~~ spieulent et replacent leurs fabrications à l'étranger  
Suppression de l'augmentation de la CSG pour les Retraités -

Conservation des Services publics, ainsi que la 5<sup>e</sup> République -

prévoir l'introduction du RIR dans le mode de l'économie -

Remettre la responsabilité en marche ainsi que le l'Emploi du Travail en oubliant pas que l'on puisse subsister dignement avec le fruit de son Travail.

## Cahier de doléances/propositions

- 1- **Justice sociale** : **Il y a trop de pauvreté (14% de la population) et d'inégalités**
  - hausse du SMIC (+200€ net), des salaires et des minima sociaux
  - retraites : revalorisation des pensions, indexation sur les salaires, maintien des reversions
  - limiter les écarts de salaires de 1 à 10
  
- 2- **Justice fiscale** : **« Chacun doit contribuer selon ses moyens »** (Déclaration des droits de l'homme et du citoyen)
  - lutter réellement contre l'évasion fiscale (100 Mds d'€/an)
  - rétablir l'ISF (3,5 Mds d'€)
  - supprimer le CICE (40 Mds d'€) et la flat-tax : moduler l'impôt sur les sociétés et les cotisations sociales patronales selon la politique de l'emploi et d'investissement des entreprises
  - réformer l'impôt sur le revenu : plus de progressivité et de tranches, suppression de niches fiscales
  - baisser la TVA et la TICPE
  - supprimer la CSG
  
- 3- **Services publics** : **C'est le bien de ceux qui n'ont rien**
  - renforcer leur maillage sur tous les territoires
  - Education nationale : augmenter son budget (jusqu'à 7% du PIB) et revaloriser les métiers
  - scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans
  - Santé : stopper les fermetures de services et créer les emplois nécessaires dans les hôpitaux et les EHPAD
  - transports : développer les transports publics, notamment le ferroviaire (fret et voyageurs)
  - nationaliser les autoroutes
  
- 4- **Ecologie**: **Il faut répondre à l'urgence climatique**
  - sortir du tout-routier en développant le fret ferroviaire (voir plus haut)
  - privilégier les circuits courts agricoles et industriels en produisant local
  - accélérer la rénovation thermique du logement
  - favoriser l'agriculture paysanne
  
- 5- **Paix** : **Elle est menacée par l'existence des armes nucléaires dont l'utilisation aurait des conséquences environnementales et humanitaires catastrophiques**
  - la France doit s'engager sur le désarmement nucléaire, notamment en signant le traité sur l'interdiction des armes nucléaires
  - le budget de dissuasion nucléaire (37 Mds d'€ de plus pour la période 2019/2025 en hausse de 60%!) doit servir à des œuvres de paix (éducation, culture...)
  
- 6- **Démocratie**
  - généraliser la proportionnelle à toutes les élections
  - mettre en place des referendums d'initiative populaire
  - sortir du présidentielisme
  - créer de nouveaux pouvoirs d'intervention des citoyens (entreprises, services publics...)

Coursan le 13/02/19

Cours  
le 10.2.2019.

L'AAH ne doit pas être incluse dans le Revenu Universel d'Activité.

En effet, avec cette mesure, les personnes handicapées qui percevaient l'AAH plus complétement de ressources disposent à ce jour de :

$$860 \text{ €} + 179 \text{ €} = 1039 \text{ €}.$$

Avec cette mesure, elles ne percevront plus que 900 € si elles n'étaient pas dans le parcours de la Majoration pour Vie autonome.

Il y a des handicapés non visibles, qui nécessitent pourtant une aide financière telle que le CdeR, même si non attribution de la Majoration pour Vie autonome.

Cette mesure entrainerait une perte de 139 € Revenu Universel d'Activité = 900 €.

$$\text{Actuellement AAH} + \text{C de R} = 860 + 179 = 1039 \text{ €}$$

Avec la nouvelle loi =  $1039 - 900 = 139 \text{ €}$  en moins pour vivre.

900 €, seuil de pauvreté est de 1026 € pour une personne seule

Mais le seuil de pauvreté en 2018 pour une personne seule est à 1026 €, alors avec 860 € fin 2018 les PH vivent en dessous du seuil de pauvreté. Il en sera de même fin 2019 avec 900€ !

D'autant que c'est une FAUSSE REVALORISATION car d'une part EN 2020 elle n'augmentera QUE de 2,2 € et sera ensuite gelée à ce montant !!!! Pour être remplacée par le Revenu Universel d'Activité qui se tricote en ce moment au gouvernement, et d'autre part, elle est grignotée par d'autres mesures de suppressions, prélèvements ou baisses concernant les allocataires de l'AAH. Rappelons tout de même que pour percevoir l'AAH il faut avoir un taux d'incapacité à 80% ou plus qui est évalué par une équipe PLURIDISCIPLINAIRE, OU BIEN, avec un taux entre 50% à 79% d'incapacité AVOIR UNE RESTRICTION SOLIDE ET DURABLE A L'EMPLOI NE POUVANT ÊTRE COMPENSÉE PAR L'AMÉNAGEMENT DU POSTE.

Donc le gouvernement augmente de 100€ d'un côté MAIS reprend beaucoup plus de l'autre main, voici comment :

- GEL du plafond des ressources des Personnes handicapées en couple avec l'AAH qui n'auront pas la revalorisation en deux temps et RESTENT à 810 €.
- SUPPRESSION programmée du Complément de Ressources de l'AAH par fusion avec la Majoration pour Vie Autonome

Le Complément de Ressources de l'AAH est un forfait de 179 € qui est attribuée aux Personnes Handicapées qui ont un taux de 80 % ou plus d'incapacité, donc très dépendant de l'aide humaine et technique et vivent en logement indépendant.

Fusion avec le forfait Majoration pour la Vie Autonome. Rappelons que cette majoration a été instituée sous Hollande en 2016 pour aider les personnes handicapées à 80% ou plus, vivant en logement autonome à faire face au frais d'aménagement au handicap. C'était donc une avancée sociale ! C'est un forfait mensuel de 104 €.

Au mieux, pour ceux qui perçoivent le complément de ressource et perçoivent aussi la MVA (Majoration pour la vie autonome) ces personnes auront 1 PERTE DE 75 €/mois.

Au pire : pour ceux qui perçoivent le Complément de Ressources mais ne sont pas éligibles pour percevoir la MVA, ils ne toucheront PLUS RIEN = ILS PERDRONT 179 €/mois.

En tant que parent et aidant familial, la charge est très lourde déjà psychologiquement, vous allez y ajouter une charge financière pour certains impossible à gérer et conduire à l'exclusion sociale voire à la mort des personnes qui se "battent" pour essayer d'avoir une vie "normale".

J'AAH ne ~~doit~~ pas être considéré comme un minimum social comme les autres et être incluse dans la refonte des minima sociaux.

16

Depuis l'instauration du quinquennat, les élections présidentielles et législatives sont couplées. Ces dernières ont chaque fois donné au Président de la République une majorité pléthorique qui ne représente l'expression de l'opinion nationale que sur une très courte période correspondant à peu près à ce que l'on appelle l'état de grâce.

Pour un meilleur fonctionnement démocratique, il serait souhaitable de revenir à des élections législatives organisées en milieu de législature. Ainsi, le pouvoir serait mieux équilibré, et pour parler des mouvements qui agitent la France actuellement, la population aurait un exutoire constitutionnel tout indiqué pour s'exprimer!

le 19/02/2019

1) Suppression taxe habitation cette année.

2) Suppression redevance télévison avec réintroduction de la PNB sur les chaînes publics le soir ou que les programmes commencent de + en + tard.

3) Diminution du nombre de députés et des sénateurs -

4) Réindexation des pensions sur l'inflation.

5) Suite à l'introduction du GEMAPI sur les taxes d'habitations et foncières, il faut supprimer les taxes que l'on paie déjà.



17

- Diminution du nombre de députés et sénateurs  
indexation des retraites sur le coût de la vie - retrait de la CSG pour les retraités -

- Comment peut-on m'expliquer que lorsque on est reconnu invalide on ne paie pas la taxe foncière, et arrivé à la retraite l'on change totalement de statut, et là on doit la payer car on a changé de statut - (pourtant je suis toujours invalide)

Coursan le, 20/02/19

## **Non réfractaires à l'impôt ... Pour une fiscalité plus juste !**

La question de justice fiscale est une des doléances populaires de la révolution française de 1789. L'article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen rappelle que la contribution commune doit être « également répartie entre tous les citoyens en raison de leurs facultés ». Ces impôts et taxes ont 3 fonctions : le financement des services publics, l'orientation de la politique et la réduction des inégalités.

Aujourd'hui, ce sont les impôts indirects ( les plus injustes car non appuyés sur les revenus perçus) qui représentent plus de 50% des recettes fiscales. *Source : ministère de l'action et comptes publics. Projet de finances 2019.* Les impôts les plus progressifs, l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés sont les plus minorés. L'ISF (l'impôt sur la fortune) est remplacé par l'IFI (= 3,2 milliards d'impôt en moins pour les plus riches). Entre 2010-2017 l'impôt versé par les entreprises du CAC 40 ( 40 multinationales) recule de 6,4% alors que leurs bénéfices augmentent de 9,3% sans compter que les dividendes versés aux actionnaires s'accroissent de 44% pendant que leurs effectifs employés régressent de 20%. En moyenne un patron du CAC 40 en 2017 gagnait 257 fois le SMIC par an ... *Source : % ATTAC et l'observatoire des multinationales.*

Les niches fiscales ( près de 14 milliards) sont captées pour la moitié par les 9% les plus riches ( de quoi financer encore la solidarité sociale *source gouvernementale*), des avantages comme le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) évalué à plus de 50 milliards d'euros pour 2019 soit l'équivalent du déficit public sont sans efficacité économique et sans effet de ruissellement. Ces dispositions sont coûteuses pour les finances publiques privent de moyens pour le financement de la sécurité sociale et contribuent à une mise en cause de la protection sociale l'indexation et la revalorisation des retraites, l'amélioration des revenus sociaux..

Par ailleurs, cette politique injuste ne favorise ni l'investissement, ni la transition écologique, les entreprises du CAC 40 sont largement exonérées de la fiscalité carbone. Les moyens d'une autre politique existent dans les mesures d'optimisation fiscales (niches) et par une véritable lutte contre l'évasion fiscale (près de 100 milliards, *source : OXFAM*) . Les réponses actuelles apportées vont toujours dans le mauvais sens comme l'exonération de cotisations pour les heures supplémentaires qui ampute de 3 milliards le budget de la sécurité sociale, favorise des catégories de cadres qui peuvent défiscaliser jusqu'à 5000 euros (mesures non revendiquées par les gilets jaunes mais souhaitées par le MEDEF)

C'est pour cela que la justice fiscale, sociale et climatique est une des revendications de la révolte sociale actuelle qui met en priorité avec le RIC, le rétablissement de l'ISF, la limitation des impôts injustes comme la TVA ou la CSG, l'augmentation réelle du SMIC...

C'est pour cela aussi qu'entendre en permanence parler d'assistantat, de pédagogie, de pauvres qui « déconnent », qui ne sont pas responsables alors qu'il a été vite perçu que l'augmentation des taxes n'avait pas pour seule destination la transition énergétique et révèle l'arrogance de classe. Taxer le mouvement actuel de populisme est aussi une caricature et un mépris d'un gouvernement de plus en plus répressif , d'une gouvernance people avec questions préparées et one man show présidentiel pour toute réponse.

Coursay le 24 Février 2019

## GRAND DEBAT: PROPOSITIONS

### Fiscalité et Dépenses publiques

- Crédit impôt ou prime pour isolation maison principale ou propriétaires bailleurs, dispositifs d'économie d'énergie et production d'énergie, avec dégressivité et plafonds suivant revenus. Maintenir pour 2019 le crédit d'impôt (ou remplacer par une prime) le remplacement des fenêtres par double vitrage, qui est l'un des leviers les plus rapides pour baisser la consommation d'énergie.
- Diminution IS 33.3 à 25% **sous conditions** (embauches, augmentation salaires en évitant smicardisation, sécurité au travail, passif environnemental, bien-être au travail, investissements...) ex CICE
- Limiter les niches fiscales, surtout pour les hauts revenus, avec taux mini d'imposition (impôt plancher)
- Réintroduction ISF
- Garantir progressivité de l'impôt (révision flat tax?)
- Forte dégressivité des aides à l'agriculture selon la taille de l'exploitation (plus petite = plus d'aides) avec plafond
- Traquer l'évasion fiscale
- Plus de contrôles
- Revoir la CSG qui est un impôt injuste car proportionnel (comme la Tva d'ailleurs)
- Taxe carbone indispensable, modalités à revoir.
- Indexer salaires, aides et retraites sur le coût de la vie.
- Taxation des GAFAs et autres entreprises internationales faisant du chiffre d'affaire en France
- Ajouter une ou des tranches supplémentaires d'impôt pour les hauts revenus.
- Revoir les dispositifs de retraites et autres avantages pour les anciens élus ou hauts fonctionnaires, pour une meilleure justice sociale.

### Transition écologique

- Problème de la mobilité en territoires ruraux ruralité: Nécessité d'un réseau transport (bus locaux et petites lignes de train) financé ou subventionné par l'état et avec une fréquence de plusieurs allers-retours journaliers, pour un bon maillage des territoires. Financement direct par la taxe carbone. Pour le train, éviter le coûteux renouvellement du matériel roulant et privilégier les dépenses en personnel avec aussi service de maintenance. Création d'arrêts au niveau des petites gares (y compris celles qui ont été fermées) avec parking vélo + bornes basiques extérieures pour achat billets (vu en Allemagne, Suisse) ou borne sur le train (vu en Suède).
- Piste cyclables desservant collèges villages ou quartiers (transition écologique, santé des enfants, responsabilisation et éducation)
- Plan ferroutage. Développement et remise en service des transports fluviaux et des canaux. Financement taxe carbone ? Péage pour les camions, hors petites dessertes
- Taxe sur climatiseurs en fonction des revenus
- Obligation au bâtiment de concevoir avec solutions énergies renouvelables comme échangeur de chaleur enterré - puit canadien (impact limité tant pour la fabrication que pour l'utilisation )

- **Obligation de limiter mono-emballages, suremballages, ainsi que solutions mixtes papier/plastique** (car tri et recyclage difficile donc plus coûteux ou plus de déchets non traités)

- **Investissement dans la recherche pour la production d'alternatives énergétiques, et pas seulement avec partenariats industriels.** Il est toujours difficile d'obtenir des financements de recherches pour les sujets qui ne sont pas à la mode, quel que soit le secteur.

- **Energies renouvelable: accélérer le développement**

Onze pays européens ont déjà atteint leurs objectifs 2020 en la matière. En queue de liste figure la France

- **Favoriser les petits projets (impact limité et adaptation au contexte local et mise en place plus rapide).** Moins d'argent investi car si le projet ne fonctionne pas assez bien, il est plus facile de modifier les systèmes suivants si ils sont de petite échelle.

Permettre le développement rapide de l'éolien off-shore (grand retard alors qu'on est le pays d'Europe avec le plus long littoral)

Dans les Orcades, j'ai vu de nombreuses solutions différentes de production d'énergie renouvelable (vent, marée, ...) sans immenses "fermes" de production d'énergie.

- **Plus de tris et limitation de l'export des déchets.** Campagnes publicitaires des gestes courants d'économie d'énergie et respect de l'environnement. Il vaut mieux réduire nos déchets (individuels ou industriels) plutôt que de construire ou agrandir des unités de traitement, de stockage. Traçabilité des déchets, y compris ceux exportés.

- **Inciter les constructeurs automobiles à développer des modèles simples avec peu d'électronique et pouvant facilement être réparé sans équipement électronique spécial.**

- **Sortie du nucléaire, et pas à l'horizon 2035 ou 2050:** Incapacité de gestion des déchets surtout à moyen et à long terme, saturation des sites d'entreposage, difficulté de gestion des résidus les plus radioactifs

- **Geler tous les projets d'enfouissement de produits dangereux.** On est incapable de récupérer les enfouissements passés quand ils se détériorent. On ne connaît jamais les conséquences dans le temps sur l'environnement. Les déchets devraient toujours pouvoir être reconditionnés régulièrement dans le temps. De plus, une surveillance et manutention régulière permettrait d'en mieux conserver la mémoire. Même les puits de pétrole français posent des problèmes!

- **Gel des nombreux projets usine déchets organiques en "digestat" qui sont nocifs pour les sols (Le Monde du 30/01)**

- **Incitation à l'agriculture bio ou raisonnée.** Limitation des subventions pour les non bios.

- **Interdiction du glyphosate**

- **Investissement dans la recherche pour une agriculture propre (produits mais surtout méthodes)**

- **Incitation aux modes de culture plus respectueux de l'environnement et moins gourmands en eau**

- **Limiter sérieusement la bétonisation des zones agricoles (zones commerciales, hôpitaux et cliniques,...)**

- **Dans les zones pavillonnaires, imposer un ratio de surface non bétonnée pour chaque parcelle et réserver des zones communes en herbe ou arborée non construites, jardins partagés pour les habitants du centre-ville, passages pour piétons ou vélos**

- **Registre chez les utilisateurs de tous types de produits dangereux ou polluants pour vérifier recyclages ou traitements (industries, ateliers de mécanique, pressings, )**

- **Interdiction des produits ménagers trop mauvais pour l'environnement (comme silitbang )**

- **Taxe carbone à réintroduire. Modalités à débattre**

- Gestion de l'eau par bassin versant
- Interdiction d'import de huile de palme pour fabrication biodiesel/ agrocarburants.
- Industries produits dangereux (fabrication, utilisation et rejets) : fin définitive des reports de mise aux normes, de déversement de produits... **Obligation de plan déchet**
- Prime vélo électrique (mais problème extraction lithium et autres terres rares pour la fabrication des batterie) et vélo ou trottinette à moteur humain
- Obligation d'utiliser des carburants plus propres pour les transports maritimes et aériens. Plus de taxes.

### **Démocratie et citoyenneté**

- Risque de moindre représentativité (problème de la ruralité) en cas de réduction du nombre de députés même (ou surtout?) en cas d'introduction de proportionnelle. **Incompatibilité entre limitation stricte du nombre des mandats ou cumul et niveau de rémunération /indemnités ou remboursement frais.**
- Obligation de présence des députés (sauf sérieuses raisons) ?, ou publication de leur présence

### **Organisation de l'Etat et de services publics**

- Gestion de l'eau de l'eau par bassin versant
- **Retour aux régions et suppression des départements? Trop de strates**
- **Inciter les fusions de communes. (Contemporainement au développement des réseaux de transport locaux avec fréquence suffisante et une permanence multi service dans chaque ex commune sans mairie)**
- Groupement de communes: obligation de résultats d'économies de gestion
- **Obligation d'affichage des dates limites de consommation dans rayons frais (légumes, à la coupe). Ou date de récolte, ou date d'entame**
- Limiter à 25 le nombre d'élèves jusqu'en terminale, 20 pour les classes de 2 ou 3 niveaux, et 15 pour plus de 3 niveaux;
- Voir "convention ruralité visant entre autre à diminuer le nombre d'établissement pour faire des super centre éducatif. Où est le bien-être des enfants, des parents, du personnel? Ça coutera forcément plus cher aux parents (transport, garde,...), nuira à la santé des enfants (se lever plus tôt)**
- **Conserver les maths en tronc commun jusqu'à la terminale**
- Favoriser les solutions locales pour de nombreux secteurs (agriculture, formation, éducation,...) et favoriser les échanges d'expérience entre zones géographiques, secteurs...
- **Suppression des cars Macron, sauf si énergie propre?**
- Arrêter de prélever les bailleurs sociaux HLM de façon démesurée car blocage des investissements et risque diminution drastique de nouveaux logements à moyen terme
- **Donner plus de possibilités d'actions aux organismes de consultation (cours des comptes, Conseil économique et social, ...**

- **Nationalisation du réseau ferré. Donc recettes par péage. Ouverture à la concurrence pour le transport de tout le réseau.**
- **Pas de transformation des petits hôpitaux en "dispensaire". Conserver maternités et un minimum de chirurgie.**
- **Conserver plutôt les services en centre-ville (hôpitaux, collèges, commissariat, tribunaux...) au lieu de construire des nouveaux bâtiments qui n'ont absolument pas la durée de vie des anciens bâtiments existants. Toute construction ou fabrication se fait toujours au détriment des ressources de la planète**
- **Développer les guichets mutli-services sur tout le territoire, avec permanences plusieurs jours par mois, y compris certains samedi, dans les territoires ruraux.**
- **Toujours conserver des rapports humains au niveau des administrations avec le public, que ce soit aux guichets, au téléphone, ou par courrier. Ne pas miser sur le tout numérique. Garantir de pouvoir toujours effectuer les diverses démarches sur papier ou aux guichets.**

Etc, etc

COURSAN



23

Le petit registre a été arrêté  
le 21 février 2019 et signé par  
nous Patrice Leclerc, Maire de  
Coursan.

Coursan, le 21/02/19

